

# Les prix repartent en forte baisse

Page 2

# LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

Quatorzième année - N° 4656 - Mercredi 19 décembre 2018 - Prix : 10 DA

Festival du théâtre  
professionnel d'Alger

## Une édition dédiée à Sonia

Page 24

APW de Tizi Ouzou

## Le budget primitif 2019 en baisse adopté par la coalition FFS-FLN-RND

Page 3

### L'exception et la règle

Par Mohamed Habili

**S**elon un scénario maintenant bien rodé, la certitude que la Fed, la banque centrale américaine est sur le point d'augmenter son taux directeur donne inmanquablement lieu à une baisse à Wall Street, encore que ce soit en général d'une relative faible amplitude. C'est précisément le cas aujourd'hui, où les marchés, après avoir longtemps supputé une chose et son contraire, ont acquis la conviction qu'ils n'y couperont pas cette fois-ci non plus, la quatrième de l'année. Pour l'heure, cette augmentation, vraisemblablement d'un quart de point comme d'habitude, n'est toujours pas effective. Un bon indice aussi que la Fed s'apprête bel et bien à frapper, à tout prendre un signe avant-coureur non moins fiable qu'un vent de panique traversant les bourses, c'est Donald Trump qui reprend ses attaques contre Jerome Powell, le président de la Fed, qui lui doit d'être là où il se trouve. Pour le président américain, la bonne politique monétaire, c'est celle qui maintient les taux d'intérêt les plus bas et le plus longtemps possible. Il aurait su à l'avance que Powell est un rigoriste, le plus probable est que celui-ci ne serait pas aujourd'hui à la tête de la Fed. Quand cette quatrième hausse entrera en vigueur, le taux directeur de la Fed sera pourtant à peine supérieur à 2%. Un taux sans commune mesure avec ceux qui sont pratiqués ailleurs dans le monde. Ailleurs qu'en Occident bien sûr.

Suite en page 3

Les fonds récupérés servent à financer d'autres projets

## De plus en plus de jeunes payent leurs dettes à l'Ansej



Selon Samira Djaider, directrice de l'Agence nationale d'aide à l'emploi des jeunes (Ansej), «84% des jeunes ont payé leurs dettes en 2017 et les fonds récupérés ont servi à financer d'autres projets», et prédit qu'en 2018 ce chiffre dépasserait les 60%. Lire page 2

Promotion des exportations

### Djellab parle d'«une nouvelle cartographie avec le MAE»

Page 3

Alger/Basilique Notre-Dame d'Afrique

### La chorale internationale «The Algiers Singers» anime un concert

Page 13

Les fonds récupérés servent à financer d'autres projets

# De plus en plus de jeunes payent leurs dettes à l'Ansej

■ Selon Samira Djaider, directrice de l'Agence nationale d'aide à l'emploi des jeunes (Ansej) «84% des jeunes ont payé leurs dettes en 2017 et les fonds récupérés ont servi à financer d'autres projets», et prédit qu'en 2018 ce chiffre dépasserait les 60%.

Par Thinhinene Khouchi

**S'**exprimant lors de son passage sur une chaîne télévisée privée hier, la directrice de l'Ansej a indiqué que l'année passée, 84 % des jeunes affiliés à son agence ont payé leurs dettes et ces fonds récupérés ont servi à financer les projets d'autres jeunes. Samira Djaider a prêté, pour l'année en cours, que plus de 60 % des jeunes paieront leurs dettes à l'Ansej. Elle a ajouté que jusqu'à présent, 100 jeunes ont déposé un dossier en format autofinancement.

Samira Djaider a expliqué que chaque jeune souhaitant créer une mini-entreprise a le pouvoir de choisir le type de finance-

ment, soit aller vers le financement triangulaire, ou auto, ou mixte. Elle a précisé que la formule autofinancement s'adresse à quiconque souhaitant créer une micro-entreprise avec ses propres fonds et ces jeunes bénéficient de plusieurs privilèges accordés par l'agence. Djaider a noté que les privilèges étaient : des privilèges fiscaux, l'orientation et la formation que l'Agence nationale d'aide à l'emploi assure aux jeunes au niveau local. A une autre question concernant les jeunes qui n'ont pas encore payé leurs dettes, la directrice a réaffirmé que ces jeunes promoteurs pourront bénéficier d'un rééchelonnement de leurs dettes, non pas de leur effacement. Car contrairement à ce qu'espéraient certains jeunes investisseurs en difficulté, ceux-ci ne pourront pas bénéficier d'un effacement des dettes contractées auprès des banques, par le biais de l'Agence nationale de soutien de soutien à l'emploi des jeunes. Samira Djaider, explique alors que des jeunes promoteurs «en difficulté de remboursement» de leurs dettes, avaient bénéficié d'un effacement des pénalités de retard et des intérêts cumulés, permettant à 160 000 parmi eux de rembourser les dettes contractées auprès des banques. Pour ceux qui n'ont pu apurer leur situation, et afin qu'ils puissent pérenniser leurs activités, la directrice de l'Agence nationale de soutien à l'emploi des jeunes signale qu'ils pourront bénéficier d'un nouvel échéancier de remboursement. Elle a fait, par ailleurs, savoir que



Ph.D. R.

21 000 promoteurs n'ayant pas pu mener leur projet à terme, ont fait appel au Fonds de garantie et se sont, ainsi, trouvés «soulagés» des crédits octroyés par les banques. Elle chiffre à quelque 37 000 le nombre total de jeunes entrepreneurs confrontés à des difficultés de remboursement à avoir déposé des dossiers auprès de ce Fonds. Sur un programme Ansej et Cnac de création, durant 2018, de 29 000 micro-entreprises devant générer environ 500 000 emplois, il n'en a finalement été réalisé que 17 000 à ce jour. M<sup>me</sup> Djaider impute cette différence au fait que tout projet à financer devra, désormais, être orienté vers des «activités porteuses» créatrices d'emploi. Elle

annonce, d'autre part, que le lancement des divers dispositifs de création de micro-entreprises a, à ce jour, permis la création de 1,2 million d'emplois. Pour conclure, il est utile voire important de rappeler qu'un accord a été signé en septembre de l'année dernière à Alger entre les banques publiques, l'Ansej et la Cnac pour le rééchelonnement des dettes et des agios réservés éligibles à l'effacement, nés des crédits accordés aux promoteurs Ansej antérieurement au mois de mars 2011. Cet accord a été signé par le président de l'association professionnelle des banques et des établissements financiers (Abef) et le directeur général par intérim du fonds de

caution mutuelle de garantie risque/crédits jeunes promoteurs et par M<sup>me</sup> Djaider, directrice de l'Ansej en présence des ministres des Finances, Abderrahmane Raouya, du Travail, de l'Emploi et la Sécurité sociale, Mourad Zemali. Il a été également signé par les responsables des cinq banques publiques concernées. Il s'agit de la Banque de l'agriculture et du développement rural (Badr), du Crédit populaire d'Algérie (CPA), de la Banque nationale algérienne (BNA), de la Banque de développement local (BDL) et de la Banque extérieure d'Algérie (BEA).

T. K.

## ADE de Tizi Ouzou L'agence se dote d'un laboratoire d'analyse aux standards internationaux

L'UNITÉ de Tizi Ouzou de l'Algérienne des eaux (ADE) vient de se doter d'un laboratoire d'analyses des eaux répondant aux standards internationaux. Implantée à Boukhalifa (banlieue ouest de Tizi Ouzou), elle a été mise en service la semaine écoulée. Les missions principales de la structure les analyses physico-chimique et bactériologique de toutes les eaux produites et distribuées, les enquêtes sanitaires et la recherche et la lutte contre toutes sources et formes de pollution, selon les précisions fournies par la cellule de communication de l'ADE de Tizi Ouzou au cours d'une visite guidée organisée au profit des journalistes locaux au début de la semaine courante. Une équipe pluridisciplinaire composée de trois chimistes, de bactériologues, de biologistes et préleveurs vont assurer le fonctionnement de ce laboratoire. Plusieurs paramètres de la composante des eaux distribuées subiront ont ainsi des examens physico-chimiques, notamment la couleur, saveur et goût, le Ph, la conductivité, turbidité, la salinité, le calcium, le magnésium, le sodium, le potassium ainsi que les paramètres de pollution (l'ammonium, les nitrates, les nitrites, le phosphore et les matières organiques).

Hamid M.

## Pétrole

# Les prix repartent en forte baisse

Les prix du pétrole baissent nettement hier en cours d'échanges européens, tombant à des niveaux plus bas depuis fin 2017 après ceux atteints ces dernières semaines, pénalisés par les craintes de surproduction. Le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en février valait 58,19 dollars sur l'Intercontinental Exchange (ICE) de Londres, en baisse de 1,42 dollar par rapport à la clôture de lundi. Dans les échanges électroniques sur le New York Mercantile Exchange (Nymex), le baril de «light sweet crude» (WTI) pour janvier perdait 1,27 dollar à 48,61 dollars. Hier matin, les prix sont tombés à 57,20 dollars pour le Brent et à 47,87 dollars pour le WTI, des niveaux plus vus depuis respectivement octobre 2017 et septembre 2017. Le WTI était déjà tombé à un plus bas en 15 mois lundi. «La stabilisation du marché du pétrole fait déjà partie

de l'histoire et l'effet de la réduction de la production annoncée par l'Opep s'est entièrement évaporée», ont annoncé les analystes. Confrontée à une chute des cours, l'Organisation des pays exportateurs de pétrole s'est mise d'accord début décembre avec ses partenaires, dont la Russie fait partie, pour réduire sa production d'environ 1,2 million de barils par jour (mbj) à partir de janvier. Mais lundi, «la Russie a rapporté que sa production de brut avait pour le moment atteint un niveau record de 11,42 mbj en décembre», ont expliqué les analystes. Selon eux, cette information a accru les doutes sur le fait que le pays soit capable de réduire sa production à partir de janvier, comme cela a été décidé avec l'Opep. Mais les investisseurs redoutent toujours de voir la croissance mondiale, et donc la demande de pétrole, trébu-

cher sur fond d'inquiétudes concernant la guerre commerciale entre la Chine et les Etats-Unis. Par ailleurs, le prix du panier de quinze pétroles bruts, qui sert de référence à l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep), a baissé lundi à 58,24 dollars le baril, contre 59,07 dollars vendredi, a indiqué hier l'Organisation pétrolière sur son site web. Introduit en 2005, le panier de référence de pétrole brut de l'Opep (ORB) comprend actuellement le Sahara Blend (Algérie), Girassol (Angola), Djeno (Congo), Oriente (Equateur), Zafiro (Guinée Equatoriale), Rabi light (Gabon), Iran Heavy (Iran), Basra Light (Irak), Kuwait Export (Koweït), Es-Sider (Libye), Bonny Light (Nigéria), Qatar Marine (Qatar), Arab Light (Arabie saoudite), Murban (Emirats arabes unis) et le Mery (Venezuela). Le même jour, le baril de Brent de la mer

du Nord pour livraison en février valait 60,24 dollars sur l'Intercontinental Exchange (ICE) de Londres, en baisse de 4 cents par rapport à la clôture de vendredi. Sur le New York Mercantile Exchange (Nymex), le baril de «light sweet crude» (WTI) pour janvier perdait 52 cents à 50,68 dollars une heure après son ouverture. Les prix effaçaient leurs gains engrangés au début de la séance européenne, restant proches de leur plus bas depuis octobre 2017, atteint fin novembre. Dernièrement, «la hausse de la production américaine de pétrole de schiste et la potentielle baisse de la demande (mondiale) de carburant ont pesé significativement sur la confiance du marché, malgré les efforts de l'Opep et de ses partenaires pour rééquilibrer» les prix de l'or noir, ont fait constaté les analystes.

Meriem Benchaouia

Promotion des exportations

# Djellab parle d'«une nouvelle cartographie avec le MAE»

■ «Une nouvelle cartographie des exportations est en cours d'élaboration entre le ministère du Commerce et celui des Affaires étrangères». C'est l'annonce faite hier par Saïd Djellab, ministre du Commerce, dans un point de presse tenu ce matin en marge de la rencontre nationale sur les exportations hors hydrocarbures, organisée au Centre international des Conférences-Alger.

Par Lynda Naili

A ce titre, affirmant que l'année 2019 sera celle des exportations, Saïd Djellab indiquera qu'en vue de la promotion des exportations algériennes son département travaillera avec celui des Affaires étrangères dans la perspective de faire connaître la production nationale à l'étranger via les représentations diplomatiques algériennes. Pour cela, une nouvelle cartographie des exportations est en cours d'élaboration entre les deux parties.

Dans ce sens, il dira que la participation algérienne aux foires et manifestations économiques à l'étranger a été couronnée par la conclusion d'une cinquantaine d'accords pour l'exportation des produits nationaux de divers domaines. Il citera, à titre d'exemple, ceux paraphés en Mauritanie, au Gabon. De plus, poursuivra-t-il, un dialogue a été ouvert avec les opérateurs exportateurs afin de corriger les lacunes observées et mettre en place des mécanismes devant faciliter le transport pour acheminement les produits. Ainsi, pour le ministre du Commerce il n'est pas question pour le pays d'arrêter les exportations mais de les réguler et de les encadrer. Dévoilant ainsi que des taxes seront imposées aux produits importés pour favoriser la production nationale. A ce propos, selon Djellab, le nombre de sociétés exportatrices est passé de 347 à 849.

Par ailleurs, Saïd Djellab appellera les investisseurs agricoles à s'organiser en filière en vue d'investir avec succès les marchés étrangers. Et de souligner, à ce sujet, que les produits destinés à l'export répondent à la demande mondiale et non une logique d'excédent de production, rappelant ainsi aux concernés que les principaux critères qui régissent le marché mondial de l'exportation sont l'assiduité, le timing et la quantité.

S'agissant des laboratoires de contrôle de qualité, dont le manque a été déploré par les opérateurs participant à cette rencontre nationale sur les exportations hors hydrocarbures, il indiquera que les services concernés au sein de son département ont été instruits pour recenser le nombre des laboratoires de contrôle de qualité existants, qu'ils soient publics ou privés, en vue de leur certification.

## Le transport, les infrastructures et la logistique, principales contraintes à l'export

Par ailleurs, l'insuffisance dans le transport et le coût de la chaîne logistique figurent parmi les principales contraintes évoquées lors de cette rencontre nationale sur la promotion des exportations hors hydrocarbures. Ainsi, estimant que l'exportation est surtout une affaire de coût et de timing, les opérateurs concernés ont fortement déploré la cherté de l'acheminement des marchandises exportées et la faiblesse du transport ferroviaire pour réduire les coûts, notamment lorsqu'il s'agit d'exporter des produits vers des pays africains et arabes. Une situation également pour les transports aérien et maritime qui, selon eux, doivent se mettre au diapason des besoins des exportateurs nationaux de différentes tailles. En outre, s'agissant de la logistique, les opérateurs économiques présents à cette rencontre placée sous le thème «La réussite des exportations pour la diversification des revenus», ont relevé le manque important de voies ferrées reliant les zones industrielles et les exploitations agricoles aux ports et aéroports. Ce à quoi s'ajoute aussi la rareté des bureaux de liaison et de distributeurs connectés aux marchés étrangers et l'absence d'équipements modernes permettant les char-



PH/D. R.

gements et les déchargements des marchandises au niveau des ports et des aéroports.

Au plan financier, les opérateurs économiques qualifiés à l'exportation ont préconisé le recours au troc, lorsqu'il s'agit d'exporter vers des pays africains, dans le financement des opérations d'exportations et le transfert des devises. A ce sujet, ils n'auront pas manqué de relever la lenteur de rapatriement des devises suite aux opérations d'exportations ainsi que l'absence de la possibilité de paiement des services au niveau international en raison des limites des Incotem (droits et devoirs des acheteurs et des vendeurs participant à des échanges internationaux).

Par ailleurs, concernant le volet normalisation et certification des produits nationaux, qui désormais sont devenues une exigence à l'export, les opérateurs économiques ont regretté le manque de laboratoires chargés de l'accompagnement de la normalisation des produits exportés. A ce titre, qualifiant cet aspect de «*talon d'Achille*» des exportations algériennes, ils plai-

deront pour la mise en place d'un processus «clair» pour la certification de leur production destinée tant au marché national qu'international.

Lors de son intervention à l'ouverture des travaux, le ministre du Commerce a avancé que la stratégie nationale des exportations hors hydrocarbures en cours de finalisation permettra de lever l'ensemble des obstacles entravant l'exportation. Une feuille de route sera établie à cette occasion, visant à tenir compte des doléances des opérateurs et des professionnels nationaux de l'exportation.

Visant l'établissement d'une feuille de route à même de parfaire la stratégie nationale de l'exportation, cette rencontre permettra de dresser le bilan des nombreuses expositions des produits algériens organisées à l'étranger au cours de cette année, et ce, dans le but d'en identifier les points positifs et négatifs, ont affirmé des responsables du ministère du Commerce. Lequel bilan, diront-ils, servira à l'enrichissement de la stratégie nationale de l'exportation. L. N.

APW de Tizi Ouzou

## Le budget primitif 2019 en baisse adopté par la coalition FFS-FLN-RND

L'Assemblée populaire de la wilaya (APW) de Tizi Ouzou a adopté hier le budget primitif de 2019 qui est de l'ordre de plus de 1.98 milliard de DA dont 1.7 milliard de DA consacré au fonctionnement et un peu plus de 187 millions de DA pour les équipements, soit un taux de prélèvement de 16.24% du budget. Comparativement à l'exercice précédent, celui-ci est amputé d'une cagnotte de 36 millions de dinars. La répartition de l'en-

veloppe dédiée à l'équipement a été répartie pour le compte des opérations prioritaires, a assuré le président de l'APW, Youssef Aouchiche. Ce dernier a, à l'ouverture de la session, sévèrement critiqué le retard qu'accuse l'opération de raccordement des villages aux réseaux de gaz naturel dans de nombreuses localités de la wilaya. Le gel des projets devant alimenter quelque 20 000 foyers en énergie électrique a été également dénoncé par

Youssef Aouchiche tout en exigeant l'inscription d'un programme spécial d'électrification au profit de la wilaya. Le P/APW a également appelé à la tenue d'assises de l'investissement pour tenter de relancer en regroupant toutes les parties concernées. Par ailleurs, plusieurs délibérations ont été votées, notamment celles relatives à l'acquisition d'une dizaine de tracteurs équipés de rames de chasse-neige pour 200 mil-

lions de DA, ouverture et aménagement, 931 millions de DA pour la réalisation de 49 aires de jeu à travers plusieurs communes, 890 millions de DA pour la prise en charge des dégâts de récents intempéries (réseaux d'assainissement, nettoyage des oueds et autres) et d'une subvention de 51 millions de DA dont 23 millions de DA pour la JSK, 7 millions de DA aux 9 clubs de football évoluant dans les championnats inter-régions. Il est à noter

### LA QUESTION DU JOUR

#### L'exception et la règle

Suite de la page une

Aujourd'hui, en Occident et au Japon, la règle, ce n'est pas que l'argent ait un coût, ce qui jusqu'à ces dernières années allait de soi, mais qu'il n'en ait pas. Il devrait couler à flots ininterrompus, et s'il y a seulement risque qu'il n'en soit pas ainsi, c'est que quelque chose ne tourne pas rond, c'est que quelque part au-dessus de tout le monde la grosse tempête est en train de se former. Les dirigeants de la Fed eux-mêmes, pour décidés qu'ils soient de renouer avec une gestion plus orthodoxe de la monnaie, n'y vont pas d'une augmentation d'un quart de point sans avoir longtemps pesé le pour et le contre, sans avoir longuement hésité. Par exemple, jusqu'à ces dernières heures, la question se posait encore de savoir s'ils allaient décréter une nouvelle augmentation, où s'ils allaient laisser se terminer 2018 non pas avec les quatre annoncées, mais seulement avec les trois déjà mises en œuvre. Leurs homologues de la BCE sont encore plus circonspects. Pour eux pas question d'augmenter quoi que ce soit, mais seulement de sortir du financement non conventionnel pour renouer avec une politique monétaire présentant quelques points communs avec la «science économique» telle qu'enseignée dans les universités. Leur dernière déclaration réduite à sa plus simple expression revient à ceci : on arrête la planche à billets, comme prévu, pour autant on se tient prêt à la remettre en marche si un besoin pressant se fait sentir. Sous-entendu : il serait plus simple, et plus sûr, du moins dans le court terme, de continuer à la faire tourner. Les Européens sont donc encore à l'arrière des Américains, qui eux du moins sont sortis de l'assouplissement quantitatif il y a déjà deux ans. En attendant le taux directeur de la BCE est toujours bloqué à zéro. Celui de la Fed dépasse bientôt 2%, et dès l'année prochaine entamera sa progression vers 3%, où il devrait à nouveau s'arrêter. Cela bien sûr dans la mesure où tout se passe bien, où en particulier nulle panique boursière ne survienne pour tout remettre en cause. M. H.

que les élus du RCD ont boycotté l'opération de vote du BP et des délibérations en guise de protestation contre le refus du président de l'APW de débattre de l'affectation du BP avant de passer à son adoption. Pour le P/APW, la question a été suffisamment débattue en réunion de la commission des finances. Hamid M.

Dans sa prochaine édition

# Le Festival du chameau sera-t-il officialisé ?

■ Le ministre du Tourisme et de l'Artisanat, Abdelkader Benmessaoud, a affirmé, lundi à Bordj Badji Mokhtar - wilaya déléguée relevant de la wilaya d'Adrar -, la nécessité d'officialiser le Festival du chameau et de lui conférer une dimension nationale, vu son importance sur les plans culturel, économique, religieux et touristique

Par Ilham N.

Le ministre qui a présidé lundi soir le coup d'envoi de la 23<sup>e</sup> édition du Festival du chameau à Timiaouine, située à 200 km de Bordj Badji Mokhtar, a mis l'accent sur l'importance d'officialiser cette manifestation locale au regard de ses dimensions culturelle, humaine, civilisationnelle, religieuse, touristique et économique», estimant que «le chameau est une richesse animale importante pour le développement économique des régions du Grand Sud et la promotion du tourisme local». D'autre part, M. Benmessaoud a exprimé la disponibilité de son secteur à rechercher les cadres appropriés pour officialiser le Festival du chameau et lui conférer un caractère international, insistant sur l'importance de préserver «le patrimoine national matériel et immatériel». «Le chameau constitue un élément-clé dans la promotion du tourisme domestique, l'attraction des touristes étrangers et le renforcement du développement économique durable dans les régions frontalières», a-t-il poursuivi, ajoutant que la célébration de cet événement «a grandement contribué à attirer la population des wilayas avoisinantes comme Tamanrasset, Illizi et Adrar vers Timiaouine et à mettre en avant l'utilité du chameau et la possibilité de l'exploiter pour réaliser un développement économique porteur dans les régions du Sud et des Hauts-Plateaux». Rappelant, dans ce cadre, les efforts consentis par les autorités publiques «sous la direction judicieuse du président de la République, Abdelaziz Bouteflika, qui ne cesse de fournir des efforts en vue de relancer le développement des zones frontalières», le ministre a mis l'accent sur «la nécessité de préserver la sécurité et la stabilité dont jouit l'Algérie actuellement, grâce à la politique de la concorde civile et la réconciliation nationale, initiée par le président de la République». Dans son allocution, le wali d'Adrar, Hamou Bekkouche, a appelé «à officiali-



ser ce festival et à lui conférer une dimension nationale lors de ses prochaines éditions», exprimant, par la même occasion, sa reconnaissance au président de la République pour son Haut patronage de ce festival, organisé une fois par an, dénotant ainsi de «l'intérêt soutenu accordé à

toutes les manifestations touristique, économique, religieuse et culturelle». Présidant le lancement d'une rencontre intellectuelle sur la mosquée et son rôle dans le renforcement de la citoyenneté et de la pratique modérée de la religion à Bordj Badji Mokhtar, organisée en

marge de la fête du chameau qui s'étale sur trois jours, le ministre du Tourisme et de l'Artisanat a appelé «à ériger les mosquées en espaces de consécration de la citoyenneté, de la modération, de la solidarité et de l'amour, ainsi que d'ancrage des constantes de l'identité nationale

au sein de la société». Cette manifestation a été marquée par des activités culturelle, artistique et sportive, dont l'organisation d'une course de méhari, reflétant la culture, la civilisation et l'authenticité des habitants des régions du Sud.

I. N./APS

## Lutte antiterroriste

### Ouverture à Alger de la 12<sup>e</sup> réunion des Points focaux du Caert

Les travaux de la 12<sup>e</sup> réunion des Points focaux du Centre africain d'Etudes et de recherche sur le terrorisme (Caert) ont débuté hier à Alger, en présence des représentants des Etats membres de l'Union africaine (UA). Les travaux ont été ouverts par le directeur du Caert, Larry Gbevio-Lartey Esq, en présence du Haut commissaire à la paix et à la sécurité de l'UA, Smail Chergui, de l'Ambassadeur d'Espagne en Algérie, M.

Fernando Moran Calvo-Sotelo et du Représentant de l'Algérie auprès du ministère des Affaires étrangères étrangères, Haoues Riache. La réunion annuelle, qui s'étalera sur deux jours, portera sur l'analyse du rapport d'activités annuel du CAERT, lors de laquelle les participants seront appelés à réfléchir sur la «promotion de l'équilibre entre la lutte contre le terrorisme et les droits de l'Homme en Afrique», thème de cette édition. La

réunion a rassemblé les points focaux du Centre de recherche Caert représentant les pays membres de l'Union africaine (UA) ainsi que ceux des Communautés économiques régionales et des Mécanismes régionaux de lutte contre le terrorisme sur le Continent africain. La 11<sup>e</sup> réunion annuelle de 2011, qui s'était déroulée à Alger, avait constitué une opportunité pour les pays africains et aux partenaires étrangers de partager

leurs analyses sur la menace terroriste qui pèse sur le continent et a permis de renforcer davantage la prévention de la radicalisation, soulignant la nécessité de mettre en place, à cette fin, des plans d'action. L'UA avait créé le Caert, dont le siège se trouve à Alger, pour coordonner les efforts individuels et collectifs interafricains pour faire face à la menace terroriste, à l'initiative de l'Algérie.

Yanis F.

## Algérie/Corée du Sud

### Le Premier ministre de la Corée du Sud s'offre une visite touristique à Alger

Le Premier ministre de la République de Corée, Lee Nak-yeon, s'est offert une visite touristique au Musée national des beaux-Arts et au Jardin d'Essai du Hamma à Alger, durant laquelle il a pu apprécier la richesse et la valeur de ce que recèlent ces deux sites exceptionnels du patrimoine culturel et botanique, à la dimension universelle. Accompagné du ministre de l'Industrie et des Mines, Youcef Youssi, ainsi que des membres de la délégation l'accompagnant durant sa visite en Algérie, Lee Nak-yeon a enta-

mé sa virée récréative par le Musée national des beaux-arts, sis au quartier Mohamed Belouizdad. Tout au long de sa découverte des précieux objets que renferme ce musée, le haut responsable sud-coréen a reçu, par la directrice de l'établissement, Dalila Orfali, des éclairages instructifs sur des collections et des œuvres particulières. Il a pu ainsi se faire une idée sur, entre autres, des pans de l'histoire d'Alger au travers d'une exposition d'estampes avant de prendre connaissance des nombreuses salles dédiées aux diffé-

rentes collections d'art, de diverses époques et origines. Le Premier ministre a, en outre, été conduit vers la bibliothèque d'art spécialisée dudit musée, pour prendre connaissance des œuvres exposées de Baya, une des figures féminines les plus en vue de la peinture algérienne. Considéré comme l'un des plus grands musées d'art d'Afrique (4 200 m<sup>2</sup>) et ouvert au public depuis 1930, le musée des beaux-arts renferme pas moins de 8 000 pièces exposées au public, dont 1 500 au cabinet des estampes et 800 autres de

sculptures. Depuis le balcon du musée des beaux-arts, le Premier ministre sud-coréen ainsi que la délégation de son pays, ont été conviés à apprécier la vue pittoresque donnant sur le Jardin d'Essai du Hamma, seconde escale de cette sortie algéroise. Des informations sur les différentes caractéristiques de ce site y ont également été fournies aux hôtes de l'Algérie. Ces derniers ont pu ainsi découvrir les jardins français et anglais composant ses ailes principales ainsi que les multiples allées agrémentées d'espèces florales

d'une variété exceptionnelle, dont des washingtonias (palmiers), des cocos, des dragonniers, etc. Créé en 1832 et s'étalant sur 32 hectares, le Jardin d'Essai du Hamma est réputé pour sa luxuriante végétation et sa riche faune, dont des espèces rares et sauvages en provenance d'Afrique et d'ailleurs, faisant de ce site d'acclimatation un des plus importants au monde. Pour rappel, le Premier ministre de la République de Corée, Lee Nak-yeon, a entamé dimanche une visite officielle de trois jours en Algérie.

Younès F.

## Agriculture

# Le secteur réalise une valeur productive de plus de 3 200 mds DA/an

■ Le secteur de l'Agriculture réalise, aujourd'hui, une valeur productive annuelle de plus de 3 200 milliards de DA et sa contribution est de 12% au Produit intérieur brut (PIB), a révélé, à Alger, le ministre de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, Abdelkader Bouazghi.

Par Amel B.

La production agricole nationale couvre, désormais, la majorité des besoins alimentaires de la population et approvisionne le marché local de manière régulière et abondante en produits agricoles et alimentaires de base et exporte même l'excédent de certains produits vers des marchés internationaux, a affirmé M. Bouazghi. Lors d'une journée parlementaire, organisée par la Commission de l'agriculture, de la pêche et de la protection de l'environnement, sous le slogan «Le foncier agricole entre concession et partenariat : réalité et perspectives», le ministre a indiqué que «la politique de développement adoptée, sur recommandations du président de la République, Abdelaziz Bouteflika, a permis au secteur de l'Agriculture de contribuer à hauteur de 12,3% au PIB». Le secteur réalise un taux de croissance de 3,25% grâce à la hausse croissante des taux de production dans certaines filières agricoles, se situant entre 200 et 500%, ajoute le ministre. Evoquant les efforts du secteur dans le cadre de la reconversion du droit de jouissance perpétuelle, accordé depuis l'année 1987 aux exploitations agricoles, en droit de concession, en application de la loi N° 10-03 fixant les conditions et les modalités d'exploitation des terres agricoles au profit de plus de 200 000 exploitations agricoles, soit une superficie globale de 2,5 millions d'hectares. A ce propos, le ministre a assuré que le foncier agricole est «une ligne rouge» et «ne peut faire l'objet de marchandage», conformément à l'article

PH.D. R.



19 de la Constitution. Selon les chiffres avancés lors de cette journée parlementaire, il a été procédé à la régularisation de la situation de 180 000 agriculteurs, soit un pourcentage de 96%, une opération devant être achevée à la fin de l'année en cours. Le secteur a eu recours, dans ce sens, à l'élargissement des superficies labourables, en favorisant l'accès au foncier agricole, à travers la mise en valeur et l'encouragement de la création de nouvelles exploitations agricoles par voie de concession, une

opération au titre de laquelle près de 200 000 agriculteurs ont bénéficié d'une superficie de 2,5 millions d'hectares. Par ailleurs, des mesures ont été prises pour recenser les terres agricoles abandonnées et non exploitées et relancer les comités techniques au niveau des wilayas, en vue de leur restitution et redistribution. Cette opération a permis, à ce jour, de récupérer plus de 350 000 hectares. Le secteur œuvre également à valoriser les terres agricoles relevant des biens privés estimés à 5,7 mil-

lions d'hectares pour gagner l'enjeu d'efficacité économique et hisser les capacités de production nationale. Le secteur agricole a bénéficié, depuis 2000, de montants colossaux dépassant les 3 000 milliards de DA et destinés à l'exécution des programmes de développement déjà tracés. Les terres agricoles exploitables sont estimées à 8,5 millions d'hectares (5,7 millions ha des biens privés et 2,8 ha des biens de l'Etat) sur une superficie agricole globale de 48,1 millions d'hectares. Le secteur

continuera à «protéger le patrimoine foncier agricole contre la spéculation et son détournement de sa vocation», dans le cadre de la loi 10-03 définissant les conditions et modalités d'exploitation des terres agricoles qui a permis le transfert du droit de jouissance perpétuelle en droit de concession et l'octroi du droit à l'héritage pour la pérennité des exploitations. De son côté, le président de l'Assemblée populaire nationale (APN), Mouad Bouchareb, a mis l'accent sur la priorité qu'accorde le président de la République, M. Abdelaziz Bouteflika, au foncier agricole, étant «une ligne rouge infranchissable». L'Etat assure son utilisation rationnelle et protège les biens publics, a-t-il dit. Selon le président de la chambre basse, les chiffres enregistrés faisant état de 3,1 millions ha de terres agricoles inexploitées sur 8,5 millions ha des terres agricoles exploitables, soit un taux de 36%, «nous font prendre conscience de la problématique à laquelle fait face le secteur de l'agriculture sur ce plan». La dernière rencontre gouvernementale a permis de donner des instructions fermes pour la récupération des terres agricoles inexploitées dans le cadre des contrats de concession ou celles ayant été détournées de leur vocation agricole, selon M. Bouchareb. Le secteur de l'agriculture a préservé sa place, car figurant parmi «les priorités de l'Etat», et ce, en application des instructions du président de la République qui a souligné, à maintes reprises, sa détermination à poursuivre l'appui et l'accompagnement des agriculteurs, a-t-il conclu.

A. B./APS

Selon l'Agence internationale de l'énergie

## La demande mondiale de charbon sera stable jusqu'en 2023

La demande mondiale de charbon sera stable jusqu'en 2023, a indiqué hier l'Agence internationale de l'énergie, précisant qu'elle a retrouvé sa croissance en 2017. «La demande mondiale de charbon sera stable au cours des cinq prochaines années. Les baisses enregistrées en Europe et aux Etats-Unis seront compensées par la croissance en Inde et dans d'autres pays asiatiques», a expliqué l'AIE dans un nouveau rapport sur le charbon, soutenant que la Chine, principal acteur du marché mondial du charbon, assistera à une diminution progressive de la demande. «La contribution du charbon au bouquet énergétique mondial passera de 27% à 25%, principalement en raison de la croissance des énergies renouvelables et du gaz

naturel», a souligné l'agence qui relève qu'en 2017 la demande mondiale de charbon a retrouvé la croissance. «Après deux années de recul, la demande mondiale de charbon a augmenté de 1% l'an dernier pour atteindre 7 585 millions de tonnes (Mt), la croissance économique mondiale ayant accru la production industrielle et la consommation d'électricité», a expliqué le rapport, soulignant que la production mondiale d'énergie à base de charbon a augmenté de plus de 250 térawatt/heure (TWh), soit environ 3%. Ce qui a représenté environ 40% de la production d'énergie supplémentaire dans le monde. Après quelques années de baisse, le charbon a maintenu sa part dans le mix énergétique à 38%, indique-t-on, estimant que

sous l'impulsion de la production d'électricité à partir de charbon en Chine et en Inde, la demande de charbon devrait augmenter à nouveau en 2018. Pour l'AIE, les tendances des marchés résistent au changement, même si le charbon, source d'énergie à forte intensité de carbone, est au centre des débats sur la politique énergétique et climatique. L'agence rappelle que dans un nombre croissant de pays, l'élimination de la production du charbon est un objectif clé de la politique climatique, alors que dans d'autres, il reste la source d'électricité privilégiée et est considéré comme abondant et abordable. Ainsi, poursuit-elle, le resserrement des marchés entraîne des hausses de prix et le commerce maritime de charbon a connu un

rebond en 2017, indiquant que les importations chinoises de charbon ont augmenté de 15 Mt, tandis que la plupart des autres grands importateurs, notamment le Brésil, la Corée, la Malaisie, le Mexique, le Maroc, les Philippines, le Pakistan, la Turquie et le Vietnam, ont enregistré des importations record. Cependant, la hausse des prix ne déclenche pas de nouveaux investissements, fait constater le rapport, soulignant que la hausse des prix du charbon, depuis plus de deux ans, a permis de dégager plus d'argent pour les producteurs. «Les risques liés aux politiques climatiques, aux actifs potentiellement bloqués, à l'opposition locale et aux souverains du dernier ralentissement ont refroidi l'appétit des investisseurs d'investir dans de nouvelles pro-

ductions», a-t-on expliqué, indiquant par ailleurs que l'Europe occidentale accélère sa sortie du charbon. «D'ici à 2023, au moins deux autres pays, la France et la Suède, auront fermé leurs dernières centrales au charbon, et l'Allemagne sera le seul consommateur important de charbon restant en Europe occidentale», a ajouté l'AIE, mais la demande de charbon reste stable en Europe orientale. Le rapport indique également qu'une tonne de charbon sur quatre utilisée dans le monde est brûlée pour produire de l'électricité en Chine, relevant qu'en dépit de cette situation, l'économie chinoise «connaît une transformation structurelle» et que son intensité en électricité «diminuera avec le temps».

M. Y./R. E.

Route Adrar/Tindouf

# Rapprocher les wilayas et impulser la dynamique économique dans la région

■ Le ministre des Travaux publics et des Transports, Abdelghani Zaâlane, a affirmé à Adrar que la route Adrar-Tindouf, via la région de Chenachène, revêt une grande importance pour le rapprochement des distances et l'impulsion de la dynamique économique entre les wilayas du Grand Sud.

Par Zineddine L.

« Cette route revêt une grande importance en termes de réduction des distances et de renforcement de la dynamique économique entre les wilayas du Grand Sud du pays », a estimé le ministre lors de la mise en service du tronçon de 523 km sur les 623 km du tronçon de cette route se trouvant sur le territoire de la wilaya d'Adrar. M. Zaâlane a indiqué que cette liaison routière névralgique, dont les travaux de réalisation ont été confiés à sept entreprises nationales pour un investissement de 13 milliards DA, est qualifiée de haute importance dans la mesure où elle ouvre de larges perspectives de raccordement entre trois wilayas du Grand Sud, en l'occurrence Adrar, Béchar et Tindouf, ainsi

que la jonction de la RN-6 à la RN-50. Le ministre a donné, en outre, le coup d'envoi du projet de réalisation d'un pont long de 457 m dans la région de Oued Messaoud, au niveau du PK-42, pour éliminer le point noir engendré par les crues d'Oueds, en plus de la mise en service de l'intersection des RN-6 et 50, à l'entrée de la commune de Tissabit. Il a lancé aussi, lors de l'inspection des chantiers de la route reliant Adrar à Aoulef (Est d'Adrar) sur un linéaire de 190 km, les travaux d'une tranche de ce projet et d'une autre de contournement longue de 68 km, pour désenclaver les localités d'Ain Belbel et Matariouane, à vocation agricole et touristique. La wilaya d'Adrar avait bénéficié d'un montant d'investissements de 8,8 milliards DA pour la réalisation d'un nouveau maillage routier de 1 600 km, y compris



l'axe Adrar/Aoulef, en plus de la consolidation et l'entretien d'un linéaire de 1 700 km de routes, a rappelé le ministre. Selon M. Zaâlane, Adrar a bénéficié de la levée du gel, l'année dernière, d'une importante opération, d'un coût de plus de 2 milliards DA, pour la raccordement des ksour, ayant permis jusqu'ici la réalisation de 200 km au niveau de 17 communes de la wilaya

d'Adrar. Le ministre a indiqué que la finalisation des projets lancés et le renforcement des actions d'entretien des infrastructures de base, à la lumière de la dynamique économique que vit la région, constitue le défi à relever pour le développement de la région. Poursuivant sa visite de travail dans la wilaya, le ministre a inspecté le chantier de la route de contournement menant vers

la cimenterie de Timegtane, susceptible d'assurer la fluidité du trafic des véhicules lourds de transport de ciment sur la route Aoulef/Adrar. Le ministre des Travaux publics et des Transports, Abdelghani Zaâlane, a clôturé cette visite de deux jours par l'inspection du chantier de la gare routière de la commune de Reggane (sud d'Adrar).

Z. L./APS

Skikda/ Beni Zid

## Installation de 7 armoires électriques à la station de pompage de l'eau potable

Sept armoires électriques sur les huit que compte la station de pompage de l'eau potable de la commune de Beni Zid (ouest de Skikda) viennent d'être renouvelées en vue d'améliorer l'AEP dans toute la région ouest de la wilaya, a-t-on appris auprès de l'unité locale de l'Algérienne des eaux (ADE). Le directeur de cette unité, Saâd Khenouf, a indiqué à l'APS que cette opération s'inscrit dans le cadre des préparatifs menés par l'ADE-Skikda en vue d'améliorer le service public d'alimentation en eau potable pour l'été 2019 et notamment dans la commune côtière de Collo qui enregistre d'une année à l'autre, « un nombre croissant d'estivants ». Les armoires électriques de la station de pompage de Beni Zid avaient été endommagées par un incendie au cours de l'été 2017 a-t-il rappelé avant de souligner que suite à cela 04

armoire ont été installées de manière provisoire pour assurer l'AEP aux habitants des communes de Collo, Kerkra, Beni Zid et Cheraia. Ce responsable a par ailleurs fait savoir qu'une série de mesures vient d'être prise dans l'optique d'améliorer le service au profit de la région Ouest de la wilaya à travers entre autres l'éradication des raccords illi-

cites, l'installation de compteurs et la réparation des fuites enregistrées sur le réseau de distribution. M. Khenouf a également révélé des réservoirs d'une capacité de 1000m<sup>3</sup> chacun, seront « prochainement » réceptionnées dans la région de « El Tebana » dans la commune de Collo, en plus de la réception d'une nouvelle conduite de pompage à

partir du barrage de Beni Zid soutenant que ces nouvelles dotations permettront l'extension de la plage horaire de distribution de l'AEP dans plusieurs quartiers de la commune de Collo. Concernant les communes d'El Zitouna et Ouled Attia qui souffrent actuellement d'un fort déficit en ressource en eau pour être essentiellement approvisionnées

à partir de certaines sources, ce responsable a indiqué que plusieurs projets viennent d'être adoptés en vue de l'achat de pompes supplémentaires, l'extension du réseau de distribution, l'amélioration du rendement des sources en attendant la réalisation d'un nouveau barrage dans la région de Oued Zhor. **Anissa H.**

Tébessa

## Des mesures pour prévenir la propagation de la fièvre aphteuse

Plusieurs mesures préventives ont été prises dans la wilaya de Tébessa pour prévenir la propagation de la fièvre aphteuse, suite à la confirmation de foyers de cette pathologie dans des communes de la wilaya, a indiqué lundi, l'inspectrice vétérinaire auprès de la direction locale des services agricoles (DSA),

Hanane Labiod. Trois marchés de vente du bétail et plusieurs points de vente ont été fermés « immédiatement et en urgence » après le recensement de 40 foyers de fièvre aphteuse dans 11 communes situées dans la région sud-ouest de la wilaya, précisément les communes des dairas de Chérea, Bir El-Ater et

El-Ogla, a précisé la même responsable. Elle a ajouté qu'en coordination avec plusieurs instances, notamment les Assemblées populaires communales (APC) des régions concernées, les services agricoles organisent réunions de travail « régulières » et des sorties d'inspection sur les lieux signalés.

Des échantillons sont pris par les vétérinaires et sont analysés au fur et à mesure dans l'objectif d'identifier d'éventuels foyers de pathologies, de circonscrire la zone, où a été déclarée la fièvre aphteuse et de préserver le cheptel de cette wilaya a encore détaillé, Mme Labiod. Un Contrôle du mouvement des cheptels est applicable, dès la confirmation des cas de la fièvre aphteuse, a fait savoir la même source, soulignant que les éleveurs étaient avertis de la nécessité de se munir d'un certificat de vaccination pour le déplacement du cheptel. Le cheptel de la wilaya de Tébessa est estimé à 1,1 million d'ovins et de caprins et près de 20 000 bovins. Au cours de cette année, pas moins de 95 000 doses de vaccin contre diverses maladies du cheptel ont été mobilisées par les services agricoles, rappelle-t-on. **T. KH.**

Bordj Bou Arréridj

## 4 milliards DA pour le réaménagement de la zone industrielle «Mechta Fatima»

Une enveloppe financière de 4 milliards de dinars a été réservée pour le réaménagement de la zone industrielle «Mechta Fatima», située dans la commune d'El Hamadia à 10 km au sud de Bordj Bou Arréridj, a-t-on appris lundi des services de la wilaya. Les travaux de réaménagement qui devraient être lancés «début janvier 2019» porteront sur la réalisation des réseaux de raccordement d'assainissement et d'eau, au gaz naturel et à l'électricité, en plus du revêtement des routes, a souligné la même source.

Les directions de l'Industrie, de l'Urbanisme et l'inspecteur général de la wilaya ont été instruits de suivre ce dossier pour rattraper le «retard» enregistré dans l'aménagement de cette zone industrielle, créée en 2009, selon la même source. Par ailleurs, des mises en demeure ont été adressées à près de 213 investisseurs parmi les bénéficiaires de fonciers industriels dans cette zone industrielle, a fait savoir la même source, précisant qu'un délai d'un mois leur a été accordé pour lancer leurs projets sur le

terrain. Des contrats seront remis aux investisseurs dont le taux d'avancement du projet a atteint les 25%, a ajouté la même source, précisant que les petites entreprises bénéficiaires des dispositifs de soutien à l'emploi de jeunes verront leurs contrats octroyés, «une fois la réalisation de leurs projets à hauteur de 10%». La zone industrielle «Mechta Fatima» s'étend sur 382 ha dont 286 ha constructibles, a-t-on rappelé, précisant que 3 usines seulement sont entrées en phase de production dans cette zone. **R. R.**

Sahara occidental/France/solidarité

# Un responsable souligne la souffrance des étudiants sahraouis dans les universités marocaines

■ Le chargé des Relations extérieures au sein de l'Union de la jeunesse sahraouie, Hamdi Omar, a évoqué lors d'une série de réunions et de rencontres tenues en marge de sa participation, à Paris, au Festival international de solidarité, la gravité de la situation dans laquelle vivent les étudiants sahraouis dans les universités marocaines, contrairement à tous les us et chartes internationaux.

Par Ilham B.

Lors d'une rencontre avec le président du Centre universitaire français pour le Sahara occidental, Sébastien Boulay, le responsable sahraoui a rappelé la politique raciste pratiquée par l'occupant marocain contre les étudiants sahraouis inscrits dans les universités marocaines.

Il a cité, dans ce cadre, les différentes difficultés rencontrées par les étudiants, notamment les campagnes d'incarcération et les violences corporelles qu'ils subissent en raison de leurs activités au sein des universités pour faire connaître la lutte du peuple sahraoui pour son indépendance et sa liberté.

A ce titre, des sources d'information sahraouies ont rapporté que le chargé des Relations extérieures avait informé son hôte des derniers développements de la cause sahraouie tant au niveau international que régional.

Hamdi Omar a évoqué en outre les efforts consentis par le gouvernement sahraoui et ses partenaires en vue d'élever le niveau d'accès des étudiants sahraouis à l'enseignement supérieur dans les différentes filières et universités, ainsi que l'investissement dans la jeunesse en leur intégrant dans les différentes entreprises sahraouies.

Il a mis en avant également «le rôle de l'Union de la jeunesse sahraouie» dans l'encouragement des jeunes et la diffusion de la culture du volontariat ainsi que les programmes de soutien visant l'atténuation du désespoir



que subit la jeunesse sahraouie à cause de l'incapacité du Conseil de sécurité de l'ONU de faire pression sur le Maroc pour l'amener à s'engager dans un processus onusien de décolonisation en vue d'aboutir à une solution finale de la cause sahraouie.

## La cause sahraouie fort présente dans différentes activités en France

La cause sahraouie a également marqué sa présence lors des travaux de la 2<sup>e</sup> édition de l'Université sahraouie d'hiver, dans une banlieue de Les Mureaux, où la résistance du peuple sahraoui et son représentant légitime et unique dans le but d'aller de l'avant dans sa lutte

pour son auto-détermination a été mise en avant.

Animant une conférence à cette occasion, le représentant du Front Polisario en France, Qubbi Bouchraya Bachir a affirmé que la disposition affichée par le peuple sahraoui, tout au long des étapes de sa lutte pour la liberté et l'indépendance, ainsi que sa détermination légendaire, ont joué un grand rôle dans l'évolution de sa cause nationale, notamment au niveau des Nations unies (ONU), en témoignent, a-t-il dit, «les dernières discussions de Genève et les démarches entreprises par l'organisation onusienne en faveur d'une solution définitive et pacifique, à même d'assurer au peuple sahraoui son droit irrévocable à l'autodétermination».

En ce qui concerne l'exploita-

tion illégale des ressources naturelles sahraouies par l'occupant marocain, le président du centre sahraoui du pétrole et des mines, Zoubir Ghali a relevé des chiffres effarants sur les opérations de pillage systématique des richesses sahraouies par le Maroc et ses complices.

Il a, également, fait état du volume important des recettes des ressources naturelles sahraouies exploitées par le système colonial marocain illégalement, avec la complicité de certains pays et grandes multinationales notamment européennes, et ce en «la flagrante violation du droit international et des derniers arrêts de la CJUE».

Plus précis, M. Ghali a fait état de 143 millions USD de recettes de phosphate dilapidées en 2017, 368 millions d'euros de

maritimes et 360 millions USD d'acier. Il a cité, également, les grosses quantités d'uranium, d'or, de fer, de marbre, de sel, de sable, d'énergies renouvelables et de produits agricoles.

«Les chiffres et statistiques relatifs aux recettes des ressources naturelles exploitées illégalement par l'occupant marocain, confirmation sans doute, que ses allégations de développer le Sahara occidental sont infondées, du moment que ces recettes sont orientées vers le renforcement de l'armée marocaine permettant une meilleure domination des territoires occupés et la répression des sahraouis civils démunis», a-t-il affirmé.

I. B./ APS

## Tunisie

### Fort repli des crédits accordés aux ménages sur les 9 premiers mois

Le rythme d'octroi des crédits aux ménages tunisiens a régressé de 48% durant les 9 premiers mois de l'année 2018, sous l'effet de l'augmentation du taux d'intérêt directeur de la Banque centrale de Tunisie

(BCT), selon une analyse de l'Institut tunisien de la consommation (INC) publiée, lundi.

Selon les statistiques de la BCT, l'encours des crédits non remboursés ou faisant objet de litiges a augmenté de 15,9%,

durant la période 2016-2017, passant de 793 millions de dinars tunisiens (MDT) en 2016, à 919 MDT en 2017, ce qui reflète l'incapacité d'une certaine catégorie des clients à honorer leurs engagements malgré les

garanties imposées par les banques. L'analyse de l'Institut national de la consommation fait également, état d'une augmentation de 120% de l'encours des crédits destinés aux ménages entre décembre 2010 et sep-

tembre 2018. L'INC a attiré l'attention sur l'évolution de l'endettement des ménages, estimant que la tendance haussière de ce taux, en l'absence des garde-fous nécessaires, est de nature à favoriser la fragilité du système financier.

Le taux d'endettement des ménages a atteint 31% en 2017, contre 29,1% en 2014.

Il a par ailleurs, considéré que la contribution de la consommation dans la croissance économique reste faible, face à l'ampleur prise par le secteur parallèle.

Les crédits de consommation accordés par les banques ne contribuent ainsi, pas à la croissance et ne favorisent pas la dynamique économique dans la mesure où ils ne reviennent pas au circuit bancaire, a noté l'INC.

R. M.

Moncef D.

## Poste frontalier de Bouchebka (Tébessa)

### Reprise du trafic après des heures de blocage

Le trafic au poste frontalier de Bouchebka, dans la commune de Houdjebat, wilaya de Tébessa, a repris lundi après des heures de blocage suite aux protestations d'un groupe de tunisiens après l'interpellation de deux jeunes Tunisiens qui tentaient de pénétrer sur le territoire algérien «fraudeusement», apprend-on des services de la sûreté de wilaya.

La même source a précisé à l'APS qu'un groupe de tunisiens a lancé dimanche soir des pierres contre le poste frontalier de Bouchebka, suite à l'interpellation de deux

jeunes tunisiens qui «transportaient des bagages sur des charrettes d'une manière frauduleuse et sans papiers d'identité» dans la zone frontalière de Bouchebka avant d'être transférés vers le siège de la sûreté de wilaya. Des amis et des proches des deux personnes interpellées ont lancé des pierres contre le poste frontalier qui a été fermé et ont réclamé la libération des jeunes interpellés a-t-on noté, soulignant que le jet des pierres a causé des dégâts «considérables» aux véhicules qui se trouvaient sur le lieu et a paralysé le trafic. Un des éléments de la

Sûreté nationale a été blessé et a reçu les premiers secours sur place et le poste frontalier a été fermé pendant plusieurs heures et la circulation a été bloquée, selon la même source.

Le trafic entre les deux pays a repris dans le deux sens après cinq heures de blocage après l'intervention des autorités algériennes représentées par le wali de Tébessa et le consul algérien au Kef (Tunisie) et tunisiennes représentées par le gouverneur de Kasserine et du consul tunisien à Tébessa, a-t-on conclu.



## Yémen

# Arrêt des combats à Hodeida, trêve très précaire

■ Après une flambée de violences, les armes se sont tuées hier dans la ville de Hodeida, principal front de la guerre au Yémen, à la suite de l'entrée en vigueur d'une trêve négociée par l'ONU mais qui reste très fragile.

Par Rima C.

Malgré un accord sur un cessez-le-feu «immédiat» conclu le 13 décembre en Suède entre le pouvoir soutenu militairement par l'Arabie saoudite et les rebelles Houthis appuyés politiquement par l'Iran, des affrontements parfois violents ont secoué par intermittence cette ville clé de l'ouest du pays. Lundi, l'ONU a annoncé que la trêve entrerait finalement en vigueur à minuit locale (21h00 GMT) après un retard dû à des raisons «opérationnelles» non précisées. Mais d'intenses combats ont éclaté juste après minuit, pendant quelques

heures, preuve d'une situation très instable. «Le calme est totalement revenu à 03h00 locales (00h00 GMT)», selon une source militaire loyaliste. Ce que des habitants contactés au téléphone par l'AFP ont confirmé. Dans l'immédiat, il n'était pas possible de dire si l'arrêt des combats était en application du cessez-le-feu, ou juste temporaire. Des habitants expliquent que de violents affrontements éclatent d'habitude la nuit et cessent avant l'aube. «Nous espérons un retour à la normale et une sécurité durable, sans agression, ni raids aériens», a déclaré à l'AFP Amani Mohammed, une habitante de Hodeida. Mohammed al-

Saikel, un autre résident, s'est dit optimiste. «Nous avons de l'espoir à propos du cessez-le-feu à Hodeida et d'un autre pour l'ensemble du pays». C'est par le port de Hodeida, le principal front dans le conflit ces derniers mois, que transite l'essentiel de l'aide et des importations alimentaires du Yémen, pays pauvre de la péninsule arabique menacé par la famine en raison du conflit déclenché il y a quatre ans. C'est en juin dernier que les forces progouvernementales yéménites, soutenues par les raids aériens de l'Arabie saoudite, ont lancé une offensive pour reprendre la ville aux mains des rebelles Houthis depuis 2014. Après plusieurs mois de combats qui ont fait des centaines de morts et fait craindre une aggravation de la crise humanitaire, l'émissaire de l'ONU pour le Yémen, Martin Griffiths, a multiplié les efforts pour une interruption des violences afin d'ouvrir la voie aux consultations de paix en Suède. Une grande prudence reste néanmoins de mise quant à la viabilité du cessez-le-feu alors que sept trêves négociées par l'ONU ont échoué depuis le début de la guerre.

Après la conclusion le 13 de l'accord en Suède, d'intenses combats et des raids aériens s'étaient poursuivis sporadiquement à Hodeida. La trêve doit être suivie en principe le 13 décembre par un retrait des



Ph. > D. R.

rebelles des ports de Hodeida, Al-Salif et Ras Issa et celui des loyalistes et des rebelles de la ville le 7 janvier, avait dit un responsable de la coalition emmenée par l'Arabie saoudite qui aide militairement le pouvoir yéménite. L'accord de Suède a été obtenu au milieu de pressions internationales sur les parties pour qu'elles mettent fin à un conflit. En mars 2015, l'Arabie saoudite sunnite, pays voisin du Yémen, a pris la tête d'une coalition militaire pour aider le pouvoir yéménite à stopper une offensive des rebelles qui s'étaient emparés de vastes régions du pays dont la totalité de la capitale Sanaa en janvier 2015. Les rebelles sont eux soutenus par l'Iran chiite, principal rival régional du royaume saou-

dien, qui réfute toutefois toute implication militaire. Ryad est particulièrement sous pression internationale depuis le meurtre du journaliste saoudien Jamal Khashoggi tué début octobre dans le consulat de son pays à Istanbul, qui a considérablement terni son image. Les autorités saoudiennes affirment que le meurtre a été commis sans l'accord de hauts responsables, mais plusieurs sénateurs américains ont mis en cause le prince héritier Mohammed ben Salmane. La guerre au Yémen a fait au moins 10 000 morts et des millions de personnes sont menacées de famine, selon l'ONU. Mais des ONG estiment que le bilan réel des victimes est largement plus élevé.

R. C.



## Points chauds

### Silence

Par Fouzia Mahmoudi

James Comey, ex-patron du FBI, avait été accusé un temps par les partisans de Hillary Clinton d'être à la solde de Donald Trump. L'ancien directeur du Bureau fédéral d'investigation ayant été, par deux fois, à l'origine des enquêtes visant la candidate démocrate à l'élection présidentielle dans l'affaire, épineuse, des emails. Cette affaire ayant pour centre l'utilisation, durant son mandat de secrétaire d'État des États-Unis (2009-2013), d'une adresse électronique personnelle par Hillary Clinton au lieu de la messagerie officielle de l'administration qui était mise à sa disposition. Cette controverse est ressortie lors de l'élection présidentielle américaine de 2016. Elle porte précisément sur l'installation et la maintenance d'un serveur de messagerie électronique personnel, et la réception sur ce serveur de courriels comportant des informations gouvernementales potentiellement confidentielles. Toutefois, pour ce qui est de James Comey, ce dernier a rapidement fait part de son antipathie à l'endroit de Donald Trump, sitôt ce dernier élu à la surprise générale. Les relations entre les deux hommes se sont d'ailleurs envenimées à tel point que le président républicain, quelques mois seulement après son arrivée à la Maison-Blanche, n'avait pas hésité à le congédier. Et aujourd'hui Comey, a, une nouvelle fois, critiqué les «mensonges» du président américain et appelé les élus républicains à lui résister. «La réputation du FBI a été écornée parce que le président des États-Unis, avec ses acolytes, a menti en permanence à son propos. Face à ces mensonges, beaucoup de gens bien (...) croient ces absurdités», a dénoncé Comey devant des journalistes dans les couloirs du Congrès. «Les personnes qui sont mieux informées, y compris les membres républicains de cette instance, doivent avoir le courage de résister et de dire la vérité», a-t-il ajouté. James Comey était à nouveau auditionné à huis clos cette semaine par des parlementaires à propos, notamment, de l'enquête sur les emails de la candidate démocrate Hillary Clinton pendant la campagne de 2016. Cet avertissement d'une des bêtes noires de Donald Trump répond aux tweets critiques du locataire de la Maison-Blanche contre la police fédérale américaine publiés ces derniers jours. «Le FBI a fait quelque chose d'absolument impensable et inouï avant le déclenchement illégal de la Chasse aux sorcières. Ils ont pénétré à l'intérieur du bureau d'un avocat», a tempêté Trump dimanche. Le Federal Bureau of Investigation avait perquisitionné en avril, et sur ordre de la justice, les bureaux de Michael Cohen, ex-avocat de Donald Trump. Les passes d'armes entre James Comey et le 45<sup>e</sup> président des États-Unis sont régulières mais se sont intensifiées ces dernières semaines. Donald Trump l'avait sèchement limogé en mai 2017, ce qui avait ouvert la voie à la désignation du procureur spécial Robert Mueller pour prendre en charge le dossier des ingérences russes. «Autrefois, les républicains comprenaient que les actions d'un président ont de l'importance, que les mots d'un président, que l'État de droit et la vérité ont de l'importance. Où sont ces républicains aujourd'hui ?», a interpellé James Comey. Néanmoins, cet appel n'a que peu de chances d'être entendu, tous les élus et représentants républicains réfractaires ayant été étouffés ces dernières années, ne laissant plus qu'une majorité silencieuse, résignée à attendre la fin du mandat de quatre ans de Donald Trump. F. M.

## Elections en RDC

### «Génération Kabila», espoirs et désarroi

«C'est la première fois que je vote. J'ai envie de voir ce que cela fait de changer de président». Jenny est née avec l'arrivée au pouvoir de Joseph Kabila qui doit se retirer après l'élection prévue dimanche en République démocratique du Congo. Née en avril 1999, l'étudiante en journalisme à Kinshasa balbutiait ses premiers mots quand Kabila a succédé à son père Laurent-Désiré assasiné le 17 janvier 2001. Et comme la majorité des Congolais, la jeune femme n'était même pas née quand «Kabila père» a renversé le maréchal Mobutu en mai 1997. Les 2/3 des 76 à 80 millions de Congolais ont moins de 25 ans, d'après les estimations démographiques – il n'y a pas eu de recensement depuis 1984. Et la tranche d'âge des 18-25 ans votent pour la première fois puisqu'il n'y a pas eu d'élections générales depuis décembre 2011. «Je n'ai connu que Joseph Kabila. J'aimerais voir ce que cela fait de voter, de changer de régime», poursuit Jenny, en stage dans une télévision privée où elle travaille sur des sujets en lien avec la campagne électorale. «Je suis heureuse, j'étudie, je fais mon stage, mais j'aimerais que nous ayons notre mot à dire»,

lance la fille unique d'un professeur et d'une mère au foyer, interrogée sur les désirs des jeunes. Dans leur programme les candidats – dont l'âge varie de 37 à plus de 60 ans – ne manquent jamais de promettre des emplois pour la jeunesse. A 21 ans, Caprice n'en croit pas un mot et n'ira pas voter. «Que le président Kabila quitte le pouvoir, qu'il soit remplacé, cela ne m'inspire en tous cas rien». Diplômée d'un lycée technique, la jeune couturière a un rêve : lancer sa marque de vêtements Queen style. Et une revendication : plus de respect envers les mannequins, si nombreuses à Kinshasa, où de très nombreuses jeunes femmes s'improvisent modèles. A l'autre bout du pays, Héritier, 20 ans, est déjà lancé dans la vie active après avoir arrêté l'école il y a trois ans faute d'argent, un triste témoignage très fréquent en RDC. A Goma, le jeune homme sans famille ou presque travaille dans un point-vente de sac de ciments. «Je reçois 20 dollars le mois, alors tu vois, ce n'est pas suffisant», lâche-t-il entre deux épisodes de la série Last Kingdom qu'il regarde sur son smartphone («Non, pas Game of Throne, il y a trop de sexe»). Le jeune homme a quitté à

l'âge de dix ans son village du Nord-Kivu où il ne peut pas retourner à cause des groupes armés qui sévissent dans les montagnes tout près de Goma : «Il n'y a pas de sécurité, parce qu'il y a des rebelles qui attaquent (les passagers) pour piller leurs affaires». Son rêve ? «Devenir un homme de valeur, un entrepreneur, un père de famille avec cinq enfants». On entre dans le dépot. C'est Jackson, 23 ans, qui vient charger trois sacs de ciment sur son «Tshukudu», sorte de grande trotinette en bois montée sur des ressorts, typique de Goma. A raison d'un dollar la livraison chez des particuliers, le jeune père de famille tente de nourrir sa femme et ses trois enfants. Avec «de bonnes routes», la sécurité dans sa région est aussi son souci à l'heure de voter. «Il faut que les rebelles quittent la forêt et arrêtent les tueries. C'est ce que nous attendons de la gouvernance d'un nouveau président». A Lubumbashi, dans la capitale minière, Kalumba Mwewa, 24 ans, se présente comme «creuseur» artisanal qui tente de gagner quelques dollars par jour en arrachant au sol congolais un peu de son immense richesse minière.





Alger/Basilique Notre-Dame d'Afrique

# La chorale internationale «The Algiers Singers» anime un concert

■ La chorale internationale anglophone, «The Algiers Singers», soutenue par les Algériens, Djamel Ghazi à la flûte et Nadia Mecheri au piano, a animé lundi soir à Alger, un concert spirituel dans une ambiance festive, devant un public nombreux et recueilli.

Par Adéla S.

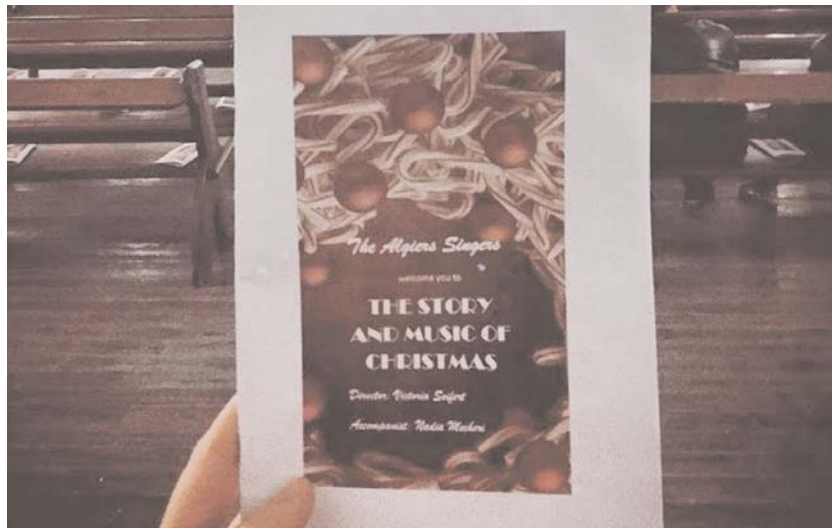
Le spectacle tenu à la Basilique Notre-Dame d'Afrique, laquelle en offrant son bel espace acoustique aux 23 choristes de différents âges et nationalités, a vibré au rythme d'un récital de chants liturgiques, dédié à l'amour, la paix et la tolérance.

Près d'une heure et demie de temps, l'ensemble «The Algiers Singers», a enchanté le public, qui, libretto à la main, sur lequel les textes de la trentaine de pièces rendues étaient transcrits, suivait, sur invitation de la Cheffe de chœurs Victoria Seifert, le déroulé de chaque chanson et reprenait ses refrains.

Ouvrant la soirée avec le soprano, Sophie Harutunian et le basse Victor Brynning, deux voix bien présentes sur deux pupitres opposés qui ont interprété, «In the Bleak Mid-Winter», le ton de la soirée a été donné avec un intervalle de notes constituant une large tessiture qui contient de belles opportunités d'har-

monisation. Djamel Ghazi, actuellement, maître-assistant au département de musique de l'École normale supérieure de Kouba, et sa «narratrice de flûte», a convié l'assistance à une belle randonnée onirique à travers l'agilité et la douceur de son doigté de maître, interprétant, «The Huron Carol», une pièce inscrite dans la tradition canadienne. Plusieurs escalas en, Espagne, Royaume-Uni, Pays-Bas, Allemagne, France, Italie, Arménie, États-Unis d'Amérique, Brésil, Venezuela ou encore en «Orient» de manière générale, ont été de ce grand voyage proposé par cette belle fusion de voix internationales, qui, à chaque pièce interprétée qui renvoyait à une origine donnée, semait le bonheur et dessinait des sourires sur tous les visages.

Un bel ensemble représentant de l'humanité et présentant plusieurs facettes dans ses différents et nombreux tours de chants, rendus dans des formules diversifiées, en solo, en



duo, en trio ou en quartet, entre autres, à l'instar de la pièce australienne, «Still, Still, Still», rendue par LaSean Knox-Brown (basse), Victoria Seifert (soprano), Chris Fenoglio (guitare) et Nathan Seifert (violon), ou encore «Jingle Bells» et «We wish you a Merry Christmas», chantée par l'ensemble.

Epoustouflante de technique et de musicalité, donnant de l'assurance aux autres, Nadia Mécheri, professeure de piano à l'Institut national supérieur de

musique (Insm), a brillé de virtuosité, laissant tout l'amour des variations rythmiques et modales des différentes cultures, s'échapper de ses partitions, pour ressortir sur son visage embelli au sourire radieux.

Soutenue par son époux Nathan, Victoria Seifert a réussi à monter, à Alger, avec un groupe de gens de tous âges, un spectacle dédié aux fêtes de fin d'année, une opportunité pour la communauté chrétienne, selon elle, d'entretenir avec les autres

religions, l'«échange et le vivre ensemble» dans «le socle de la paix et de la fraternité».

«Belle manière d'orner le silence», de l'avis unanime des spectateurs, le concert de la chorale internationale anglophone «The Algiers Singers», entre, selon le recteur de la basilique Notre-Dame d'Afrique, père José Maria Cantal Rivas, dans le cadre du «programme régulier initié par l'église». A. S./APS

Festival de théâtre amazigh de Batna

## Le public fidèle aux spectacles

Les spectacles présentés dans le cadre de la 10<sup>e</sup> édition du Festival culturel national de théâtre amazigh qui se tient jusqu'au 19 décembre au théâtre régional de Batna suscitent l'engouement du public affirmant une nouvelle fois sa fidélité à la manifestation.

En dépit des journées fraîches dans la capitale des Aurès, les adeptes du père des arts affluent avec ferveur vers la salle pour assister aux deux spectacles programmés chaque jour notamment la représentation de 19h00. Pour Chahra Sameï, institutrice, le festival est

une opportunité pour découvrir des troupes d'autres wilayas et rompre la routine de tous les jours.

Bouzid Chouïb, un vieux routier du théâtre, estime, pour sa part, que le public de Batna «fidélisé pendant de longues années par un mouvement théâtral très dynamique, attend désormais avec impatience les rares spectacles occasionnellement programmés face à la régression de la production théâtrale».

Les soirées du festival de théâtre amazigh «apportent ainsi chaleur sur la scène culturelle

locale et viennent briser sa léthargie», soutient-il.

Pour les membres des troupes participantes, cet engouement «réchauffe la compétition» entre artistes et les incite à donner le meilleur d'eux-mêmes, même si le festival, estime Abderrahmane Aouch, réalisateur, «a besoin aujourd'hui de plus de soutien pour continuer».

Au bout de 10 années, ce Festival «semble reculer face aux restrictions budgétaires et l'absence de sponsors», regrette Aouch qui participe avec la compagnie Machahou de la commune Iferrhouène (Tizi Ouzou) au

festival depuis sa première édition. Pour cet artiste, l'importance de ce genre de manifestation est d'«offrir un espace ouvert à la langue amazighe et favoriser l'échange d'expériences entre les troupes venues des divers coins du pays».

Le commissaire du Festival, Salim Souhali, avait indiqué dans une conférence de presse en marge de la cérémonie d'ouverture de la manifestation, que le programme de cette édition comprend l'organisation d'une compétition et une journée d'étude, mais n'inclut pas les stages de formation pour des raisons

Rencontre

## Appel à moraliser la culture du web journalisme

Les participants à une rencontre nationale sur le journalisme mobile, organisée lundi à l'université Mohamed-Khider de Biskra ont appelé à «l'importance de moraliser cette nouvelle forme de journalisme pour apporter plus de crédibilité à la profession».

Le président du comité scientifique de cette rencontre, le D' Mourad Miloud a plaidé pour «apporter plus de crédibilité à l'écriture journalistique spécifique au web et à asseoir le principe d'objectivité dans la pratique du journalisme mobile ce qui permettra de gagner la confiance du public». Avec la généralisation des smartphones et des

réseaux sociaux «il est primordial aujourd'hui de maîtriser toutes les techniques rédactionnelles propres à ce nouveau genre de journalisme», a-t-il affirmé. Le D' Zakaria Benghdir de l'université de Biskra a pour sa part souligné l'importance de vérifier ses sources d'informations et de se méfier de la désinformation mettant en avant l'impératif pour les médias et les journalistes de faire preuve de précision dans le traitement de l'information à travers les réseaux sociaux et autres applications mobiles. Il a dans ce contexte évoqué la nécessité de sensibiliser le public des dangers et des sanctions

pénales relatifs à une mauvaise utilisation du journalisme mobile, et notamment lorsqu'il s'agit de porter atteinte à la vie privée d'autrui.

De son côté, le D' Djaber Nacer a mis en avant l'impératif d'élargir la culture du web journalisme à travers des sessions de formation s'employant à hausser l'efficacité du journalisme digital loin de toute propagande et désinformation. Il est à noter que cette rencontre nationale a été organisée à la salle de conférences du pôle universitaire de Chetma en présence d'académiciens venus de tout le pays. R.C.

## AGEND'ART

Salle Ibn Khaldoun

20 décembre :

Le chant châabi sera à l'honneur avec une pléiade d'artistes à savoir Abdelkader Chaou, Nacer Mokdad, Sid Ali Lekkam, Kamel Bikhirat ou encore Hocine Driss.

Opéra d'Alger Boualem-Bessaih

20 décembre :

La culture iranienne sera à l'honneur à Alger à l'occasion d'un concert de l'ensemble «Tarab» composé d'un panel de musiciens iraniens mais aussi issus de la diaspora iranienne en Europe

Du 29 décembre au

4 janvier :

L'Algérie sera parmi les premiers pays à découvrir le nouveau spectacle «Shadow» assuré par Shadow Fairy Tales, finalistes de 7 GotTalent shows à travers le monde. La représentation se fait sous forme de jeux de silhouettes vivantes et en 3D, et revient sur les classiques du cinéma et de la TV : Game of Thrones, Titanic, les inoubliables Disney et beaucoup d'autres références à découvrir seront au rendez-vous.

Institut français d'Alger

10 janvier prochain :

Une représentation de chant lyrique animée par un duo de chant-piano, Delphine Haidan et Nicolas Stavay, s'organise à Alger.



## Coupe arabe des clubs MCA-AI Merreikh (Soudan) en quarts de finale

LE MC ALGER affrontera la formation soudanaise d'AI Merreikh en quarts de finale de la Coupe arabe des clubs de football, selon le tirage au sort effectué lundi à Abou Dhabi sous la conduite du premier vice-président de l'Union arabe et président de la commission d'organisation, l'Algérien Mohamed Raouraoua. Le club algérien jouera le match aller au stade 5-Juillet (Alger) avant de se déplacer à Omdurman pour la manche retour. En cas de qualification, le MC Alger affrontera en demi-finales le vainqueur de la double confrontation entre le Raja Casablanca (Maroc) et l'ES

Sahel (Tunisie). Le MCA s'est qualifié pour les quarts de finale en battant en aller et retour les Saoudiens d'Ennasr (1-0, 2-1), alors qu'AI Merreikh avait sorti l'USM Alger (4-1, 0-2). Les quarts de finale de cette compétition proposent également un derby maghrébin entre les Marocains du Raja Casablanca, vainqueurs de la Coupe de la Confédération 2018 et les Tunisiens de l'ES Sahel. La finale de la compétition se déroulera en avril prochain à Al Aïn (Emirats arabes unis) et le vainqueur empochera une prime conséquente de 6 millions de dollars.

## Championnats d'Algérie de volley-ball Les clubs font dans la résistance

LES CLUBS des Championnats d'Algérie de Super-Division (messieurs) et Nationale Une (dames) de volley-ball, qui s'étaient dit prêts à entamer la compétition après plusieurs semaines de contestation, ont une nouvelle fois décidé de boycotter le championnat après la publication d'une nouvelle formule de compétition par la Fédération algérienne (FAVB). Le porte-parole de l'Amicale des présidents de club, Farès Kabla, a indiqué qu'il leur était «impossible d'entamer la compétition avec une formule qui n'a pas été approuvée, ni lors du Collège technique, ni lors du Bureau fédéral, encore moins lors de l'assemblée générale». «Avec sa décision, la FAVB fait tout pour ne pas qu'on entame la compétition. Même la répartition des équipes dans les deux groupes n'est pas logique. J'avais déjà déclaré qu'on était prêts à jouer, mais pas le mardi, il y a beaucoup de choses à remettre dans l'ordre après une très longue intersaison», a ajouté le président du NC Béjaïa. La FAVB a publié samedi sur son site officiel une nouvelle formule de compétition pour le Championnat d'Algérie de Super-Division (messieurs), avec deux groupes (Centre-Est et Centre-Ouest), histoire d'alléger les dépenses des clubs, en proie à une grave crise financière, alors que la formule initiale regroupait tous les clubs dans une seule poule avec l'objectif

d'avoir, dans quelques années, un championnat de huit équipes seulement. Kabla a également fait savoir que deux clubs, à savoir le GS Pétroliers et le NR Bordj Bou Arréridj, se présenteraient mardi sur le terrain, alors que les autres boycotteront une nouvelle fois la reprise de la compétition. «Si on joue c'est sans pression, si on ne joue pas c'est sans pressions aussi. On n'est pas responsables de cette crise financière, on ne veut pas entrer en conflit avec le ministère de tutelle qui tente de nous aider, mais ça reste insuffisant», a-t-il conclu. Réunis vendredi dernier à Tichy (Béjaïa), les présidents des 24 clubs composant les Championnats masculin et féminin s'étaient dit prêts à entamer la saison 2018-2019 vendredi prochain mais sous conditions. Pour rappel, cela fait plusieurs semaines que les présidents de club ont décidé de boycotter l'entame des championnats jusqu'à la satisfaction de leurs revendications par la tutelle. La Fédération algérienne de volley-ball a tenté à plusieurs reprises de désamorcer la crise, en vain. Elle a même essayé de mettre les clubs devant le fait accompli en programmant la journée inaugurale des championnats mais le GSP, parrainé par Sonatrach, s'est retrouvé tout seul sur le terrain, avant de rallier la cause des «contestataires» à qui il apporte désormais son soutien.

## 34<sup>e</sup> Championnat arabe des clubs de handball - tirage au sort Mission difficile pour la JSE Skikda et l'IC Ouargla

La JSE Skikda l'IC Ouargla évolueront respectivement dans les groupes A et B, selon le tirage au sort du 34<sup>e</sup> championnat arabe des clubs de handball messieurs organisé par le CS Saket Ezzit du 19 au 29 décembre courant à Sfax, effectué lundi. La JSE Skikda évoluera dans le groupe B en compagnie du CS Sakiet Ezzit (Tunisie/club organisateur), Al Itihad (Libye), Al Salmiya (Koweït), Al Khaleej (Arabie saoudite). L'IC Ouargla (Algérie) a hérité quant à lui du groupe B avec l'ES Tunis

(Tunisie), le SC Mokninen (Tunisie), Al Arabi (Qatar), Al Koweït (Koweït). L'IC Ouargla est actuellement leader de la poule B du Championnat d'Algérie de handball, division Excellence (messieurs) à l'issue de la 10<sup>e</sup> journée devançant d'une longueur la JSE Skikda. Par ailleurs le match de la super coupe arabe de handball entre l'AS Féminine de Sfax et le Club Africain se déroulera en lever de rideau de la finale masculine du championnat arabe des clubs, a annoncé Ridha Manai, président de la

# Coupe d'Algérie de football (32<sup>e</sup> de finale) L'ASAM passe difficilement

La première partie des 32<sup>e</sup> de finale de la Coupe d'Algérie de football, disputée lundi, a permis aux favoris de composer sans surprise leur billet pour les 16<sup>e</sup> de finale de l'épreuve.



Les M'illils ont souffert

Par Mahfoud M.

L'AS Ain M'illa, seul représentant de Ligue 1 Mobilis à effectuer son entrée en lice lundi après-midi, a dû recourir à la séance fatidique des tirs au but pour venir à bout du MC El-Bayadh de la Régionale 1 (1-1, aux t.a.b 4-1). Le nouvel entraîneur de l'ASAM le franco-serbe Daniel Darko Janackovic réussit ainsi ses débuts sur le banc du promu. Ain M'illa accueillera au prochain tour la JSM Béjaïa, dans un derby de l'Est qui promet. Les Béjaïouis ont dicté leur loi dans leur antre de l'Unité maghrébine en disposant de la JSM Skikda (2-1), dans la seule confrontation entre pensionnaires de la Ligue 2 inscrite au programme de ces 32<sup>e</sup> de finale. L'USM El-Harrach, qui souffre en Ligue 2, s'est refait une

santé à Béchar en battant la formation de la JS Guir Abadla (Régionale 1) grâce à deux buts signés Boumechra et Aouad. Les deux clubs évoluant en division nationale amateur (DNA), le CRB Kais et le CRV Moussa ont arraché leur qualification en déplacement. Si le CRV Moussa s'est imposé facilement face à Hamra Annaba (inter-régions) 2-0, le CRB Kais a dû attendre la séance des tirs au but pour prendre le dessus face au SA Sétif de la division inter-régions (1-1, 4-3

aux t.a.b). En revanche, les deux autres pensionnaires de la DNA, la JSM Tيارت et le CR Béni Thour (vainqueur du trophée en 2000) sont passés à la trappe en se faisant éliminer face respectivement au MB Rouissat de l'inter-régions (1-1, aux t.a.b 4-2) et MB Bazer Sakhra de la Régionale 2 (2-2, aux t.a.b 5-3). L'OR Boumahra et l'IH Chellala qui évoluent en Régionale 1, n'ont pas résisté face respectivement à l'A Boussaâda (2-1) et l'USM Khenchela (3-1).

M. M.

Les résultats partiels :		
Amel Bousaâda - OR Boumahra	2-1	
IH Chellala - USM Khenchela	1-3	
Hamra Annaba - CRV Moussa	0-2	
MC El-Bayadh - AS Ain M'illa	1-1	(1-4, aux t.a.b)
JS Guir Abadla - USM El-Harrach	0-2	
MB Rouissat - JSM Tيارت	1-1	(4-2, aux t.a.b)
MB Bazer Sakhra - CR Béni Thour	2-2	(5-3, aux t.a.b)
JSM Béjaïa - JSM Skikda	2-1	
SA Sétif - CRB Kais	0-0	(3-4, aux t.a.b)

## Equipe nationale Le stage devrait débuter demain

Le stage de préparation qui sera ponctué par un match

amicale face à la sélection qatarie, devrait se dérouler demain, jeudi, alors qu'il était prévu dimanche prochain. En effet, c'est le sélectionneur national, Djamel Belmadi qui a demandé d'avancer le stage pour travailler davantage avec son groupe et lui permettre de préparer ce match-test face aux qataris dans de meilleures conditions, surtout qu'il s'agit de joueurs locaux et qui ne sont pas, de ce fait, tenus par les dates-FIFA. Le coach souhaite avoir tous les joueurs sous main et pouvoir donc les préparer à ce rendez-vous important. Par ailleurs, on croit savoir que le sociétaire de l'ES Tunis est le seul joueur professionnel qui est sera tenu de se présenter étant donné que le championnat tunisien est à l'arrêt et le club n'est pas prit par des

obligations ces derniers temps. Le plus important pour le coach des Verts et de pouvoir travailler tous les volets, notamment, physiques et techniques pour que l'équipe soit prête pour cette rencontre amicale face à la sélection qatarie qu'il a eu déjà à diriger auparavant et avec laquelle il avait pu décrocher la Coupe du Golf. Belmadi reste confiant et souhaite que ses joueurs puissent progresser afin de les préparer comme il se doit à la phase finale de la CAN 2019 qui aura lieu au mois de juin prochain et où il souhaite aller au moins au dernier carré. Pour ce qui est de la liste définitive des joueurs convoqués pour ce stage, elle devrait être rendue publique aujourd'hui.

M. M.

# LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

Festival du théâtre professionnel d'Alger

## Une édition dédiée à Sonia

■ Dix-huit troupes des quatre coins du pays participent à la compétition officielle du Festival national du théâtre professionnel d'Alger, prévu du 22 au 31 décembre courant à Alger. La treizième édition de cet événement sera dédiée à l'âme de l'actrice, femme de théâtre et réalisatrice Sakina Mekoui, connue sous le nom Sonia, a annoncé le commissaire du festival, Mohamed Yahiaoui, lors d'une conférence de presse animée hier au Théâtre national Mahieddine-Bachtarzi.

Ph. > E. Soraya/L. A.



Par Abia Selles

Le Théâtre national Mahieddine-Bachtarzi s'apprête à accueillir les participants et le public de la treizième édition du Festival national du théâtre professionnel d'Alger. Prévue du 22 au 31 décembre courant, «cette édition sera dédiée à l'âme de la regrettée actrice, femme de théâtre et réalisatrice Sakina Mekoui, connue sous le nom Sonia. On a beaucoup appris de cette femme qui a réussi à laisser son empreinte dans le théâtre algérien et on veut que sa mémoire reste vivante dans les esprits», a déclaré le Commissaire du festival, Mohamed Yahiaoui, lors d'une conférence de presse animée hier au Théâtre national Mahieddine-Bachtarzi. Concernant les participants à la compétition officielle, le conférencier a déclaré que «dix-huit pièces théâtrales représentant les quatre coins du pays prennent part à cette édition qui sera une occasion pour donner leur chance aux jeunes de prouver leur talent», précisant que «les représentations théâtrales seront suivies d'un débat en présence du metteur en scène et des acteurs».

Cette édition, selon la même source, «sera marquée par la participation de la troupe lauréate du Festival national du théâtre comique de Médéa et celle du Festival national du théâtre amazigh de Batna», ajoute le Commissaire du festival, soulignant que «c'est une manière d'encourager les jeunes à la créativité et au travail professionnel». La treizième édition du Festival national du théâtre professionnel donne aussi occasion aux passionnés de théâtre de la rue pour découvrir des spectacles hors compétition. «Ce genre de théâtre mérite tout notre intérêt et on encourage les troupes qui

œuvrent à le développer en Algérie», a ajouté Mohamed Yahiaoui. Comme il est de coutume, le festival assure des ateliers de formation pour toutes les tranches d'âge. Cependant, la nouveauté cette année est que le théâtre assure des ateliers de formation pour les écoliers. «C'est une manière de faire découvrir aux enfants le monde du théâtre et développer chez eux certaines compétences théâtrales afin de les préparer à ce monde», a déclaré le conférencier, précisant que «cette initiative s'inscrit dans une intention de créer et développer le théâtre scolaire et celui pour enfant». Répondant à une question sur les raisons de l'absence des lauréats algériens de l'institution arabe du théâtre lors de cet événement, Mohamed Yahiaoui a déclaré que «ces jeunes sont une fierté pour notre pays et ils auront une belle chance au mois de mars prochain pour se faire connaître au public algérien dans le cadre du Théâtre du Sud. C'est un projet organisé par le ministère de la Culture et qui connaîtra une forte participation algérienne et étrangère». Il est à rappeler que les représentations théâtrales en compétition se dérouleront au Théâtre national Mahieddine-Bachtarzi et les représentations hors compétition seront organisées au théâtre municipal de la capitale. A. S.

## Le pouvoir d'achat des Algériens laminé par l'inflation



Loumis

Djalou@hotmail.com

Turquie

## Près de 2 000 condamnations à vie depuis le putsch manqué

Près de 2 000 personnes ont été condamnées à la prison à vie en Turquie lors de procès liés au putsch manqué de juillet 2016 contre le président Recep Tayyip Erdogan, ont rapporté les médias locaux mardi. Ankara impute le coup d'Etat manqué au prédicateur Fethullah Gülen, qui vit en exil aux Etats-Unis depuis une vingtaine d'années et nie toute implication dans la tentative de putsch. Depuis le coup de force, les autorités turques ont lancé des purges d'une ampleur sans précédent, visant notamment les partisans présumés de M. Gülen. Plus de 55 000 personnes ont été arrêtées et 140 000 limogées ou suspendues. Sur 289 procès ouverts depuis le putsch avorté à travers le pays, 239 se sont d'ores et déjà achevés, donnant lieu à 1 934 condamnations à la prison à vie, selon l'agence de presse Anadolu. En outre, 1 123 personnes ont été condamnées à des peines allant d'une à vingt

années de prison, selon la même source. L'une des dernières personnes à être condamnées est un neveu de M. Gülen, Selman Gülen, qui s'est vu infliger hier une peine de sept ans et demi de prison par un tribunal qui l'a reconnu coupable d'«appartenance à un groupe terroriste armé», a indiqué Anadolu. Les purges en Turquie ne connaissent pas de répit plus de deux ans après le putsch manqué, avec de nouveaux

coups de filet annoncés chaque semaine ou presque. Au-delà des personnes liées, ou soupçonnées de l'être, au mouvement du prédicateur Gülen, les purges ont également visé des opposants pro-kurdes et des médias, suscitant les critiques des pays européens et d'organisations de défense des droits de l'Homme.

M. L.

JSK

## La subvention annuelle de l'APW de Tizi Ouzou remonte à 2.3 milliards

LES ÉLUS de la coalition aux commandes de l'Assemblée populaire de wilaya de Tizi Ouzou (FFS-FLN-RND) ont voté hier une subvention de l'ordre de 2.3 milliards de centimes au profit de la Jeunesse Sportive de Kabylie, à l'ouverture des tra-

vau de la session ordinaire de la même institution consacrée essentiellement à l'adoption du budget primitif 2019. L'APW de Tizi Ouzou a revu à la hausse la cagnotte comparativement du 1.5 milliard de centimes octroyé en 2017. Hamid M.

Prix international Mustapha-Kateb

## Les noms des lauréats bientôt annoncés

La première édition du prix international Mustapha-Kateb s'est organisée cette année dans le cadre du Festival national du théâtre professionnel d'Alger. «Les noms des trois lauréats de ce prix seront annoncés le 25 du mois de décembre courant et la cérémonie des remise des prix sera organisée au Théâtre national Mahieddine-Bachtarzi», selon Boubeker Sekiri, membre du jury lors de la conférence de presse organisée hier au TNA. «Les candidats qui se sont présentés à ce prix étaient nombreux, d'Algérie comme de l'étranger, mais on a déjà choisi les nominés de cette première édition et les

noms seront annoncés lors de la cérémonie de remise des prix», a déclaré l'intervenant. Concernant le but majeur de ce prix international, Boubeker Sekiri a indiqué que «c'est une manière d'encourager la recherche scientifique sur le théâtre algérien qui est une référence internationale et créer un fonds d'archive pour notre théâtre qui a connu de grands noms sur plusieurs plan (écriture, scénographie, acteurs,...)». Il est à noter que les membres du jury de ce prix sont de différentes nationalités (Algérie, Tunisie, Syrie et Soudan). Ce même jury est présidé par Makhlouf Boukrouh. A. S.